

L'État, acteur de l'économie

Le Second Empire est le premier régime en France à nettement privilégier les objectifs d'ordre économique. Séduit par le saint-simonisme, Napoléon III entend favoriser le développement de la production et des échanges pour améliorer le sort des travailleurs. Dans le cadre de ce projet de modernisation, l'empereur attribue un rôle central à l'action de l'État tout en favorisant le capitalisme.

1 Le libéralisme économique de Napoléon III

Quelques jours après cette lettre, le 23 janvier 1860, Napoléon III signe un traité de libre-échange avec le Royaume-Uni : le traité Cobden-Chevalier.

« Monsieur le ministre,
[...] Le moment est donc venu de nous occuper des moyens d'imprimer un grand essor aux diverses branches de la richesse nationale [...]. Depuis longtemps on proclame cette vérité qu'il faut multiplier les moyens d'échanges pour rendre le commerce florissant ; que sans concurrence l'industrie reste stationnaire [...]. Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tout droit les matières premières indispensables à l'industrie et lui prêter, exceptionnellement et à un taux modéré, [...] les capitaux qui l'aideront à perfectionner son matériel. Un des plus grands services à rendre au pays est de faciliter le transport des matières premières de première nécessité pour l'agriculture et l'industrie ; à cet effet, le ministère des Travaux publics fera exécuter le plus promptement possible les voies de communication, canaux, routes et chemins de fer, qui auront surtout pour but d'amener la houille et les engrais sur les lieux où les besoins de la production les réclament. »

Lettre de Napoléon III au ministre d'État,
5 janvier 1860, parue dans *Le Moniteur universel*
le 15 janvier 1860.



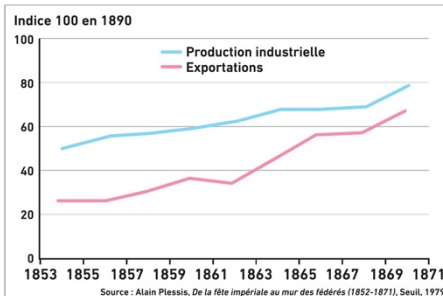
2 La révolution ferroviaire

En garantissant des concessions de 99 ans et en favorisant la répartition du marché entre 6 compagnies, le Second Empire crée les conditions d'une véritable révolution ferroviaire. En 1850, la France ne possède que 3 358 km de lignes mais 16 994 km en 1869.

3 La révolution bancaire

Napoléon III stimule la création des banques pour prêter des fonds aux investisseurs industriels et favoriser la croissance économique.

1852	Fondation du Crédit foncier. Fondation du Crédit mobilier.
1853	Réorganisation du Comptoir d'escompte de Paris.
1859	Fondation du Crédit industriel et commercial.
1863	Fondation du Crédit lyonnais. Fondation de la Banque impériale ottomane (fonds français et britanniques).
1864	Fondation de la Société générale. Fondation de la Banque des Pays-Bas.
1869	Fondation de la Banque de Paris.

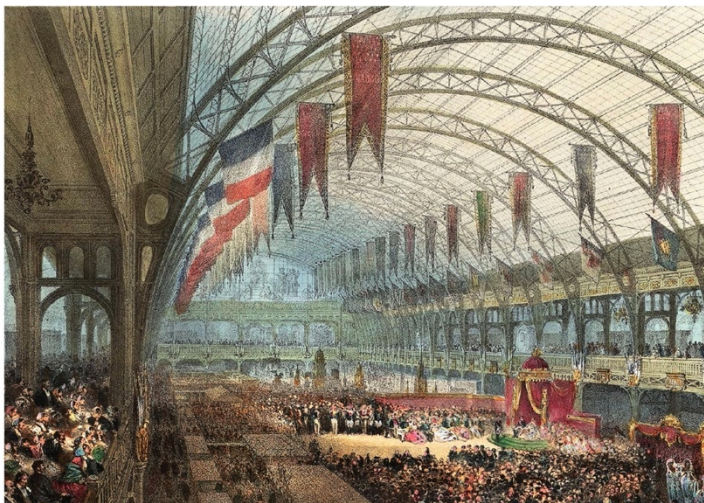


6 Le dynamisme économique

4 L'inauguration de l'Exposition universelle de 1855 par Napoléon III (14 mai 1855)

Lithographie colorée de Jules Arnout (BNF, Paris).

Organisée en réponse à l'Exposition universelle de Londres de 1851, l'Exposition de Paris sert de vitrine du savoir-faire national et de la modernité du régime. Inaugurée par l'empereur dans le Palais de l'Industrie, construit en verre et en fer sur plus de 250 mètres de long, elle connaît un immense succès : elle reçoit plus de 5 millions de visiteurs du monde entier qui peuvent découvrir plus de 24 000 exposants.



VOCABULAIRE

Capitalisme : organisation de l'économie qui repose sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, la recherche du profit et la libre concurrence.

Libéralisme économique : système économique fondé sur la faiblesse ou l'absence de droits de douane aux frontières et sur la limitation des règles imposées aux entrepreneurs sur le marché national.

Saint-simonisme : mouvement de pensée qui préconise l'avènement d'une société industrielle en favorisant le développement de la production, de la circulation des hommes ou des marchandises et en confiant une place politique importante aux forces productives du pays.

5 La création des sociétés anonymes

Cette nouvelle forme d'entreprise donne plus de souplesse à la création des entreprises et permet de réunir davantage de capital.

« **TITRE II** Des sociétés anonymes.

Art. 21 À l'avenir les sociétés anonymes pourront se former sans l'autorisation du gouvernement. Elles pourront, quel que soit le nombre d'associés, être formées par un acte sous seing privé fait en double original. [...]

Art. 22 Les sociétés anonymes sont administrées par un ou plusieurs mandataires à temps, révocables, salariés ou gratuits, pris parmi les associés. [...]

Art. 27 Il est tenu, chaque année au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts [...].

Art. 28 Dans toutes les assemblées générales, les délibérations sont prises à la majorité des voix. [...]

Art. 32 L'assemblée générale annuelle désigne un ou plusieurs commissaires, associés ou non, chargés de faire un rapport à l'assemblée générale de l'année suivante sur la situation de la société, sur le bilan et comptes présentés par les administrateurs. [...]

Art. 34 Toute société anonyme doit dresser, chaque semestre, un état sommaire de sa situation active et passive. Cet état est mis à la disposition des commissaires [...]. »

Loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

Montrez le rôle joué par l'État dans l'économie sous le Second Empire :

I. Les objectifs poursuivis par Napoléon III

II. Les domaines d'intervention de l'État

III. Les résultats.